

ÉNERGIE SAGUENAY

PROJET DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE DE LIQUÉFACTION DE GAZ NATUREL À SAGUENAY

Deuxième partie de l'audience publique du BAPE

Commentaire

présenté au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

par

Catherine Beauce

21 octobre 2020

Au président, M. Denis Bergeron
Au commissaire, M. Laurent Pilotto

Bonjour,

Je m'appelle Catherine Beauce. Je suis Mère au front pour mes enfants Nikki et Anthony, ainsi que pour mes 4 filleuls, Émile, Henrik, Zéphirin et Charles. Je suis inquiète pour l'avenir de mes enfants face à la crise climatique. Je me demande quel monde nous sommes en train de leur léguer. Je suis également originaire de la Mauricie, citoyenne, activiste et médecin de famille. J'ai à cœur la santé des enfants, des humains et des écosystèmes.

Je m'oppose au projet de GNL Québec pour de multiples raisons. Mon argumentaire s'articule autour des thèmes suivants : les changements climatiques, la santé humaine, la biodiversité, l'économie et les relations avec les peuples autochtones.

Premièrement, contrairement à ce qui est véhiculé par le promoteur, le gaz naturel n'est pas une énergie de transition. Le gaz naturel est constitué à 90% de méthane, lequel est 84 fois plus réchauffant que le CO₂. De plus, lorsqu'on utilise une analyse de cycle de vie et qu'on prend en compte toutes les étapes d'extraction, de transport, de liquéfaction, de combustion du projet, on arrive à un total de 50,000,000 de tonnes de GES par année. Ceci équivaudrait à 10,000,000 de voitures de plus sur nos routes par année! De plus, il n'y a aucune garantie que ce gaz naturel remplacera le charbon de l'Asie. Au contraire, les études montrent plutôt que l'Europe serait le marché d'exportation le plus probable. Ce projet n'est pas compatible avec la lutte urgente aux changements climatiques. Je dirais même plus qu'il mise sur l'échec de nos objectifs climatiques.

En Alberta, le gaz naturel qu'on entend exporter via le projet GNL Québec serait extrait par fracturation hydraulique. Ce processus d'extraction consiste à injecter des millions de litres d'eau et plus de 1000 produits chimiques toxiques différents dans le sol. 90% de ces produits chimiques sont reconnus comme ayant un potentiel cancérigène. À travers ce processus d'extraction, il y a un grand risque de contamination de l'air, de l'eau et des sols. Les ouvriers qui travaillent sur les sites de fracturation ont une mortalité 7 fois plus élevée que le reste de la population. Les communautés environnantes souffrent d'innombrables effets sur leur santé. On y voit plus de leucémies chez les enfants, plus de problèmes d'infertilité, des retards de croissance, des avortements spontanés, des problèmes pulmonaires, plus de cancers, plus d'asthme, plus de grossesses à risque. L'Association canadienne des médecins pour l'environnement (ACME) exige dès maintenant un moratoire complet sur les sites de fracturation. Bien que ces effets ne seraient vus que sur les travailleurs albertains, il ne serait pas éthique de donner l'aval à un projet ici au Québec qui aurait de graves répercussions sur la santé de populations ailleurs au pays.

Je crois fermement que la biodiversité est une richesse à protéger. L'exportation du gaz naturel à partir de l'usine de liquéfaction de Saguenay entraînerait une grande augmentation du trafic maritime dans le fjord du Saguenay et dans l'estuaire du Saint-Laurent. On parle de 150 à 200 navires par année, c'est-à-dire 300 à 400 passages de super-méthaniers par année. Ces gigantesques méthaniers de 300 m de long produiraient un bruit assourdissant dans le refuge acoustique des bélugas du Saint-Laurent, espèce déjà menacée par le trop

important trafic maritime dans le Saint-Laurent. Selon les scientifiques, plusieurs autres espèces se trouveraient menacées, tels le rorqual bleu, le rorqual commun, le marsouin commun et plusieurs espèces d'oiseaux marins. Les scientifiques ont déjà demandé un moratoire de 5 ans sur le trafic maritime dans l'habitat protégé de bélugas, afin de leur permettre de compléter de complexes études acoustiques sur cet habitat unique.

Il importe également de rappeler que la majorité des retombées économiques de ce projet ne seraient pas au Québec, puisque ce projet est promu par des investisseurs américains et qu'il aurait pour but d'exporter le gaz naturel provenant de l'Alberta. De plus, il est temps de sortir du paradigme économique actuel. Nous ne pouvons plus externaliser les coûts environnementaux et sociaux comme nous le faisons présentement. À partir de maintenant, tous les choix politiques et économiques devraient passer le crible de leurs impacts sur la santé, tant des humains que des écosystèmes. Il faut changer les règles du jeu maintenant ou bien ce seront nos enfants qui en paieront le lourd prix tôt ou tard.

Enfin, les promoteurs de GNL Québec disent avoir obtenu l'accord des communautés autochtones environnantes, mais ont seulement discuté avec les conseils de bande et n'ont jamais engagé de discussion avec les chefs héréditaires de ces communautés. Le Canada est signataire de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2007. En tout temps, mais d'autant plus lorsqu'on parle de méga-projets qui risquent de marquer à jamais notre territoire, nous devrions accorder aux peuples autochtones – gardiens du territoire – la considération, l'importance et la place qui leur revient à la table de discussion.

Pour moi, le portrait est clair. Ce projet est une véritable bombe climatique qui appartient à un temps révolu, qui mise sur l'échec de nos objectifs climatiques, qui menace plus de 35 espèces fauniques et florales, qui met en péril des écosystèmes déjà fragiles, qui nuit à la santé humaine et qui est irrespectueux des droits des autochtones. Il est grand temps de redéfinir ce qu'est la véritable richesse et de quelle façon nous voulons occuper notre magnifique territoire. Soyons les fiers gardiens de ce territoire et de toutes les espèces qui y vivent. Dans plusieurs années, je veux regarder mes enfants et mes petits-enfants dans les yeux et leur dire que j'aurai tout fait pour protéger leur avenir, leur environnement.

C'est pourquoi je dis NON à GNL Québec. Ce projet est en profonde contradiction avec mes valeurs.

Catherine Beauce